

Agence Contrôle Technique de Construction ARRAS
ZA du 14 juillet
Rue Pierre et Marie Curie
62223 SAINT-LAURENT-BLANGY
Tel 03 52 44 00 70
arras@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 20240315

Mission(s) ATHAND, HAND, LE, LP (L*+P1), PS, PSE, SEI (*), TH	
Nos références 620C231R ¹ (620-C-2023-0032)	Date 22/04/2024

ARRAS (62) - RUE DES ROSATI REHABILITATION D UN BATIMENT

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°1



Envoi	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION HAUTS-DE-FRANCE - BERNALICIS Victor-Emmanuel	Maitre d'ouvrage	ve.bernalicis@artois.cci.fr
Copie	SCENARIO ARA-AGENCE ARRAS - DECROIX Jean-Michel - TASSART Tristan	Architecte	jm.decroix@scenario-ara.com / t.tassart@scenario-ara.com

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Xavier COCHARD - Le vérificateur de la réglementation thermique, Jérémy MORTIER - Le vérificateur des installations thermiques et fluides, Jérémy MORTIER - Le vérificateur des installations électriques, Maxime DUBOIS - Le vérificateur des installations électriques, Maxime ALCESILAS

Le chargé d'affaire,
Xavier COCHARD

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT..... 3

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 3

III - AUTEURS DU RAPPORT..... 3

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX..... 3

 IV.1 - Désignation des intervenants..... 3

 IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération..... 3

 IV.3 - Montant prévisionnel des travaux..... 4

 IV.4 - Calendrier des travaux..... 4

V - DOCUMENTS EXAMINES..... 5

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT..... 6

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 8

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS..... 10

 VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)..... 11

 VIII.2 - Solidité des existants..... 14

 VIII.3 - Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes..... 16

 VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant..... 18

 VIII.5 - Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant..... 21

 VIII.6 - Classement et référentiel..... 24

 VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)..... 25

 VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions- type N (*)..... 36

 VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*)..... 37

 VIII.10 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)..... 39

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°620-C-2023-0032 et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L*+P1)
- PS - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- PSE - Mission relative à la sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- TH - Mission relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Xavier COCHARD

Le vérificateur de la réglementation thermique et des installations thermiques et fluides, Jérémy MORTIER

Le vérificateur des installations électriques, Maxime DUBOIS

Le vérificateur des installations électriques, Maxime ALCESILAS

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION HAUTS-DE-FRANCE
299 BOULEVARD DE LEEDS
CS90028
59777 LILLE

Lot 200 - Architecte

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Réhabilitation d'un bâtiment en Centre de Formation

Adresse de l'opération :
14 bis rue des Rosati
62000 ARRAS

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

2 750 000 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : NC

Durée prévisionnelle des travaux : 12 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Arrêté PC

abf.pdf
accessibilite.pdf
arrete du maire.pdf
demande pc.pdf
dossier conformite erp.pdf
eau potable.pdf
enedis.pdf
plan pc.pdf
urba ingenierie assainissement.pdf
23-3611_Note sécurité_240110.pdf
PC39 accessibilité PMR - 150124 signé.pdf

- Etude de sol

A127467B CCI Rosati Arras_G2AVP.pdf

- Plans architectes

Carnet d'ambiances - DCE 050324.pdf
DCE 01 plan de situation.pdf
DCE 02 Plan masse toiture projet.pdf
DCE 03 Plan masse RDC projet.pdf
DCE 04 Plan SSOL projet.pdf
DCE 05 Plan RDC projet.pdf
DCE 06 Plan R+1.pdf
DCE 07 Plan R+2.pdf
DCE 08- COUPES A B Projet.pdf
DCE 09- COUPES C D E Projet.pdf
DCE 10 Façades NE SO NO Projet.pdf
DCE 11 Façade SE Projet.pdf
DCE 12- Façade Coupe SE Projet.pdf
DCE 13 Façades Plans Coupes Existant.pdf
DCE 13 Plan Masse existant.pdf

- Descriptifs

23-3611_240327_CCTP lot 01_GROS OEUVRE.pdf
23-3611_240327_CCTP lot 02_CHARPENTE METALLIQUE.pdf
23-3611_240327_CCTP lot 03_BARDAGE ETANCHEITE.pdf
23-3611_240327_CCTP lot 04_MEX.pdf
23-3611_240327_CCTP lot 05_PLATRERIE ISOLATION FAUX PLAFOND.pdf
23-3611_240327_CCTP lot 06_MEN INT.pdf
23-3611_240327_CCTP lot 07_CARRELAGE.pdf
23-3611_240327_CCTP lot 08_SOL SOUPLE.pdf
23-3611_240327_CCTP lot 09_PEINTURE.pdf
23-3611_240327_CCTP lot 10_CVCP.pdf
23-3611_240327_CCTP lot 12_VRD.pdf
23-3611_240327_CCTP lot 13_ASCENSEUR.pdf

- Plans BET

23-3611 - ARRAS - CCI Rosati - PRO Indice B - CCTP lot Électricité.pdf
23-3611 - ARRAS - CCI Rosati - PRO Indice B - EL 01 - Implantations SousSol & RdC.pdf
23-3611 - ARRAS - CCI Rosati - PRO Indice B - EL 02 - Implantations R+1 & R+2.pdf
23-3611 - ARRAS - CCI Rosati - PRO Indice B - SCH01 - Schémas.pdf
23-3611 - ARRAS - CCI Rosati - PRO Indice B - SYN01 - Synoptiques de distribution CFO CFA.pdf
23-3611 - ARRAS Rosati - CL-P01 - PRO.pdf
23-3611 - ARRAS Rosati - CL-P02 - PRO.pdf
23-3611 - ARRAS Rosati - VE01 - PRO.pdf
23-3611 - ARRAS Rosati - VE02 - PRO.pdf

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Lot 200 - Architecte - SCENARIO ARA-AGENCE ARRAS

- Mission LE
En l'absence de communication d'études de diagnostic et d'état des lieux, nous ne prenons en compte, dans l'exercice de notre mission, que les éléments résultants de l'examen visuel de l'état apparent des existants.
- Mission LE
Les ouvertures créées et rajouts de charges feront l'objet de justification par rapport aux structures existantes.
- Mission LE
La structure de l'extension devra faire l'objet d'une justification vis à vis de l'existant (arrachement, etc.).
- Mission Hand
Place de stationnement PMR. Préciser le cheminement PMR pour l'accès au bâtiment.
- Mission Hand
Il est noté cour anglaise sur la place de stationnement PMR. A clarifier.
- Mission Hand
Marquage à hauteur de vue sur les portes vitrées à préciser.
- Mission TH :
Les menuiseries extérieures sont modélisées en triple vitrage avec des U_w particulièrement faible ($< 1 \text{ W/m}^2.\text{K}$) pour certaines.
Non prévu en descriptif.
A confirmer.
- Mission TH :
La paroi sur nouvel escalier (non isolée) n'est pas modélisée. Calcul de b à réaliser.
- Mission TH :
Les réseaux de ventilation sont prévus de classe B.
Tests de perméabilité à l'air des réseaux par un opérateur autorisé 8721 à prévoir pour valider l'hypothèse.
- Mission TH :
Une unique CTA est modélisée. A justifier.
- Mission TH :
Une seule PAC modélisée. A justifier.
- Mission TH :
Nous fournir les fiches techniques des ballons de production ECS précisant leurs coefficients de pertes.
- Mission TH :
Dispositif de suivi de durée de fonctionnement des centrales de ventilation à prévoir.
- Mission TH :
Dispositif de suivi des consommations de chauffage à prévoir.
- Mission TH :
Dispositif de suivi des consommations d'éclairage à prévoir.
- Mission TH :
Dispositif de suivi des consommations de production de froid à prévoir.
- * Mission SEI
Nous fournir l'avis du SDIS sur le dossier (manquant dans le dossier)
- * Mission SEI
Les planchers béton sur ossature métallique devront bénéficier d'une stabilité au feu 1/2H minimum.
- * Mission SEI
Les épaisseurs de cloison bois et tasseaux bois en cafétéria nous seront détaillés et devront respecter les articles AM.
- * Mission SEI-THERMIQUE :
Nous rappelons qu'un dispositif permettant l'interruption du fonctionnement des installations de traitement d'air de la cafétéria (clim et ventilation) doit exister à proximité des commandes manuelles de désenfumage. Les installations à déplacement d'air en fonctionnement pouvant nuire au bon fonctionnement du désenfumage.

Lot 200 - Architecte - SCENARIO ARA-AGENCE ARRAS

- * Mission SEI

Le désenfumage des escaliers par un exutoire en partie haute ne semble pas apparaître sur le plan de toiture pour tous les escaliers.

- * SEI - Électricité :

Document examiné : PLAN VE01

Le caisson de reprise est implantée dans le local poubelle. En l'absence de classement des locaux, le guide UTE C15-103 définit ce local comme étant à risque d'incendie (BE2). Dans les locaux classés BE2, les installations doivent être limitées à celles nécessaires à l'exploitation de ces locaux. Il conviendra de respecter la partie 422 de la NF C15-100 pour les locaux à risque d'incendie.

Nous transmette le procès verbal de la commission de sécurité.

- * SEI - Électricité :

Absence d'éclairage de sécurité dans

- les "WC F" de chaque étage;
- les plateaux libres.

- * Mission SEI

Catégorie du SSI à préciser.

- * Mission SEI

Fonctionnement du téléphone urbain à détailler

- * Mission SEI

La trémie formant hall devra posséder un exutoire de désenfumage comme indiqué dans l'IT246 §7.1.5.

- * Mission SEI

Les portes de recoupement et d'escaliers seront de type DAS.

- * STI - Électricité :

Document examiné : PLAN VE01

Le caisson de reprise est implantée dans le local poubelle. En l'absence de classement des locaux, le guide UTE C15-103 définit ce local comme étant à risque d'incendie (BE2). Dans les locaux classés BE2, les installations doivent être limitées à celles nécessaires à l'exploitation de ces locaux. Il conviendra de respecter la partie 422 de la NF C15-100 pour les locaux à risque d'incendie.

Nous transmette le procès verbal de la commission de sécurité.

- * STI - Électricité :

Absence d'éclairage de sécurité dans

- les "WC F" de chaque étage;
- les plateaux libres.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire : avis du SDIS
- Etude géotechnique G2PRO

OUVRAGES DE SOUTÈNEMENT

- Murs béton armé: plans coffrage et ferrailage, principes de drainage

OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Plans d'étude béton armé

OUVRAGES D'ETANCHEITE

- Détails d'exécution
- Avis technique
- Cahier des charges

FAÇADES ET PIGNONS

- Façades panneaux - Avis technique

CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE

- Charpente - plan d'exécution - note de calcul - cahier de ferrures - procès verbal de traitement des bois

MENUISERIE - VITRAGE

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - plan de repérage par façade - coupe sur appui, linteau, tableau - position bouche entrée d'air VMC
- Procès verbal classement A.E.V.
- Certificat CEKAL
- Certificat SNJF du joint d'étanchéité
- Avis technique du CSTB
- Détail appui de baie du gros oeuvre
- Murs rideaux - inertie profil
- Nature du produit de préservation des menuiserie bois

RENETEMENTS

- Chape : composition, avis technique, calepinage des joints
- Carrelages : conformité à la EN 14411, classement UPEC
- Sols souples, résines : fiches techniques, classe d'usage ou UPEC, avis technique
- PV de mesure de siccité
- PV de réception des supports
- Colles : certificat QB, avis technique
- Classement P du ragréage

- Détails de pose, avis technique, certificat QB des systèmes d'étanchéités de plancher intermédiaire

EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE - INSTALLATION DE FLUIDES ET INSTALLATION DE LEVAGE

- Plan et étude du BET fluide

GARDE CORPS

- Plan d'exécution
- Justification résistance aux chocs
- Certificat de galvanisation
- Fiche technique des chevilles

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

RÈGLEMENTATION THERMIQUE (RT2012, RT Globale, RT ELEMENT)

- Résultat d'étanchéité des réseaux aérauliques (Uniquement si une classe autre que par défaut et saisie dans le NDC)
- Récapitulatif standardisé d'étude thermique au format .xml et .pdf
- Caractéristiques thermiques des matériaux et équipements mis en place
- Attestation d'autocontrôle des entreprises sur la bonne exécution des ouvrages (isolation, étanchéité à l'air...)
- Récapitulatif standardisé d'étude thermique simplifiée (projets soumis à RT 2012)

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier

- Attestations d'auto-contrôle (GE8)

Cloisons et plafonds

- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure

Portes

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu ½ heure
- Bandeau de déverrouillage électromagnétique des issues de secours : certificat de conformité NF S 61-937
- Portes DAS : certificat de conformité NF S 61-937
- Portes automatiques : certificat de conformité CO 48

Ascenseur

- Portes palières d'ascenseur : PV E30 ou conformité EN 81-58
- Ascenseurs : déclaration de conformité CE
- Revêtements de sol de la cabine ascenseur : PV de réaction au feu Dfl-s1 ou M4
- Revêtements de la cabine ascenseur : PV de réaction au feu D-s1, d0 ou M3

Aménagements

- Sols souples linoléum : PV de réaction au feu
- Lambris muraux en bois vernis : PV de réaction au feu

Désenfumage

- Lanterneau d'éclairage zénithal : PV de réaction au feu
- Lanterneau de désenfumage d'escalier : PV de réaction au feu
- Lanterneau de désenfumage d'escalier : certificat de conformité NF/CE
- Lanterneau de désenfumage d'escalier : PV d'essai de mise en service
- Commandes de désenfumage d'escalier : certificat de conformité NF/CE
- Exutoire de désenfumage : certificat de conformité NF/CE
- Exutoire de désenfumage : certificat de conformité NF S 61-937
- Exutoire de désenfumage : PV d'essai de mise en service
- Commandes de désenfumage : certificat de conformité NF/CE

SSI

- Système de Sécurité Incendie : attestation d'autocontrôles (GE 8)
- CMSI : certificat de conformité NF/CE
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des déclencheurs manuels
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs sonores
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs visuels (flashes)
- Alarme incendie : PV d'essais fonctionnels
- Alarme incendie : PV de (re)mise en service

Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions- type N (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE Principe constructif général Eléments constitutifs du gros œuvre	AF	Ouvrage escaliers / planchers béton.
	CHARPENTE METALLIQUE ou MIXTE Principe constructif général et stabilité Mode constructif courant adapté à l'usage et au contexte de l'ouvrage	AF	Extension escalier en charpente métallique.
	COUVERTURE / ZINGUERIE COUVERTURE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude <900 mètres) Principe constructif général Eléments constitutifs de la couverture adaptés à la toiture	AF	Réfection étanchéité type elastophene flam / sopralene flam.
	FACADES ET PIGNONS BARDAGES, VETURES, VETAGE (avec lame d'air ventilée) Bardages rapportés simple peau métallique Principe constructif général Adéquation du choix du bardage avec la structure et l'exploitation	AF	Bardage métallique avec isolant laine de verre.
	Bardage rapporté en petits éléments (ardoise, terre cuite, bardeau...etc.) Principe constructif général Adéquation du choix du bardage avec la structure et l'exploitation	AF	Système type VETABRIC en RdC isolant laine de verre
	MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE MENUISERIES EXTERIEURES Principe constructif général Compatibilité du choix de menuiseries avec l'environnement Remplissages	AF AF	Menuiseries aluminium. SP510
	GARDE-CORPS Résistance des fixations	AF	Serrurerie escalier créé.
	REVETEMENTS REVETEMENTS DE SOL		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapes Principe constructif général Adaptation du support	AF	Chape sur SEL en sanitaires.
	Carrelages Principe constructif général Usage des locaux	AF	Carrelage U4P4E3C2
	Revêtements souples Principe constructif général Revêtement adapté aux locaux	AF AF	Sols souples type FORBO classement U4 P3 E2 C2.
	REVETEMENTS MURAUX		
	Faïences	AF	

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Renseignements sur les existants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nature des existants (présence de sous-sol, hauteur, structure porteuse, ...) <p>Ouvrages de structure</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compatibilité des ouvrages avec les surcharges apportées aux : <ul style="list-style-type: none"> - Dalles, poutres - Charpente 	<p>AS</p> <p>AS</p> <p>AS</p>	<p><u>Mission LE</u> En l'absence de communication d'études de diagnostic et d'état des lieux, nous ne prenons en compte, dans l'exercice de notre mission, que les éléments résultants de l'examen visuel de l'état apparent des existants.</p> <p><u>Mission LE</u> Les ouvertures créées et rajouts de charges feront l'objet de justification par rapport aux structures existantes.</p> <p><u>Mission LE</u> La structure de l'extension devra faire l'objet d'une justification vis à vis de l'existant (arrachement, etc.).</p>

VIII.3 - Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions COPREC précisées en contrat ou, à défaut, en vigueur à la date du contrat.
- Arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normale » et arrêtés modificatifs du 19 juillet 2011, du 25 octobre 2012 et 15 septembre 2014.
- Guide ENS « dimensionnement parasismique des Eléments Non Structuraux du cadre bâti » (version 2014) et référentiels professionnels associés.
- Guide AFPS « Évaluation de l'incidence de travaux sur la vulnérabilité au séisme d'un bâtiment existant-Grille d'analyse ».
- Décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique.
- Article D 563-8-1 du code de l'Environnement créé par le décret n° 2010 -1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français et modifié par le décret 2015-5 du 6 janvier 2015.
- Arrêté du 24 janvier 2011 (JO 31 mars 2011) fixant les règles parasismiques applicables à certaines installations classées (et son rectificatif JO 9 avril 2011).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	CONDITION GENERALE SUR LA VULNERABILITE Non aggravation de la vulnérabilité suivant l'article 3 de l'arrêté du 22.10.2010	AF	Les éléments transmis permettent de s'assurer que l'influence des travaux est limitée sur les paramètres représentatifs du bâtiment sous séisme : moins de 10% en global moins de 25% en local.

VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

- o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.
- o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,
- o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,
- o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.
- o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public
- o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public
- o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugent pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.		
Art. 2	Dispositions relatives aux cheminements extérieurs	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Repérage et guidage	AF	
	2° Caractéristiques dimensionnelles :	AF	
	3° Sécurité d'usage Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (20 lux)	AF	
Art. 3	Dispositions relatives au stationnement automobile		
	I. - Usage attendu Places localisées à proximité de l'entrée du bâtiment, du hall ou de l'ascenseur	AS	Mission Hand Place de stationnement PMR. Préciser le cheminement PMR pour l'accès au bâtiment.
	II. - Caractéristiques minimales		
	4° Caractéristiques dimensionnelles Places nouvellement créées Largeur 3,30m et longueur 5 m	AS	Mission Hand Il est noté cour anglaise sur la place de stationnement PMR. A clarifier.
Art.4	Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation	AF	
Art. 5	Dispositions relatives à l'accueil du public	AF	
Art. 6	Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales	AF	
Art. 7	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales	AF	
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés	SO	
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes	AF	
Art.10	Dispositions relatives aux portes, portiques et sas		
	I. - Usage attendu Repérage des portes vitrées	AS	Mission Hand Marquage à hauteur de vue sur les portes vitrées à préciser.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	II. - Caractéristiques minimales	AF	
Art. 11	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.	AF	
Art. 12	Dispositions relatives aux sanitaires	AF	
Art. 13	Dispositions relatives aux sorties	AF	
Art. 14	Dispositions relatives à l'éclairage	AF	
Art. 15	Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement	PM	Article 16 à 19
Art 16	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis	AF	
Art. 17	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement	SO	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
Art. 18	Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel	SO	
Art. 19	Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série	SO	
Art. 20	Sous-titrage en français	SO	
Art. 21	Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007	PM	
Art. 22	Date d'application : 1er janvier 2015	PM	
Art. 23	Publication au journal officiel	PM	

VIII.5 - Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant

OBJET DE LA MISSION:

Les aléas techniques à la prévention desquels la société BUREAU ALPES CONTROLES contribue au titre de la mission Th, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes réglementaires du référentiel de la mission, sont susceptibles de compromettre la performance énergétique

conventionnelle réglementaire du bâtiment existant rénové, en France métropolitaine.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique et au confort d'été des bâtiments, les systèmes de chauffage, de climatisation de confort, de fourniture d'eau chaude sanitaire, de ventilation hygiénique, d'éclairage installé à demeure ainsi que, dans les cas prévus par la réglementation, sur les équipements de production d'énergie dite renouvelable, dans la mesure où ils figurent dans les marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, étant précisé que leur examen est réalisé exclusivement sous l'angle de la performance énergétique conventionnelle réglementaire.

Les aléas techniques relatifs à la performance énergétique conventionnelle réglementaire, que le contrôleur technique contribue à prévenir au titre de la présente mission, concernent :

- le respect des obligations de moyens ou des caractéristiques thermiques minimales prévues par les réglementations thermiques ;
- les modalités de réalisation du calcul des coefficients exprimant la performance énergétique conventionnelle réglementaire ;
- la qualité des données prises en compte dans les calculs des coefficients exprimant la performance énergétique réglementaire.

REFERENTIEL:

- Articles R173-1, R173-2 et R173-3 du Code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages existants faisant l'objet de travaux de rénovation
- Décret n° 2007-363 du 19 mars 2007 Relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie, aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants et à l'affichage du diagnostic de performance énergétique.
- Arrêté du 03/05/2007 modifié relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants.
- Arrêté du 13/06/2008 Relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1000m² lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants.
- Arrêté du 08/08/2008 Portant approbation de la méthode de calcul Th-C-E ex prévue par l'arrêté du 13 juin 2008 relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1000m², lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	RT GLOBALE : ARRETE DU 13/06/08		
	TITRE 1er		
Art 6	Zones climatiques et classes d'exposition au bruit	AF	H1a - BR1
	1° CepInitial fait l'objet d'une estimation selon la méthode TH-C-E ex.	AF	133,454
	2°	AF	86,6 vs 93,61 - gain 7,49%
	CepProjet ≤ CepRef	SO	
	3° Bâtiment d'habitation pour seulement le chauffage, refroidissement et ECS CepProjet = CepMax	AF	86,6 / 133,454 = 0.65
	4° Bâtiment autre que d'habitation CepProjet = 0,7xCepInitial	AF	
	5° Respect des exigences minimales du titre III relatives à l'isolation, le système de chauffage, eau chaude sanitaire, ventilation éclairage, protections solaires	AF	TIC = 27,9 - TICRéf = 30,5
	6°		
	Pour Chaque zone CE1 et chaque usage :		
	Tic ≤ Ticref		
Art 15	Justification de toute valeur utilisée comme donnée d'entrée du calcul des coefficients Cep et Tic	AF	
Art 16	Sauf dans le cas d'une solution technique, le maître d'ouvrage fat établir sous format électronique la description des données utilisées pour le calcul, selon le modèle défini par la méthode TH-C-E ex. Il doit faire établir une synthèse d'étude thermique suivant l'annexe VI au plus tard à l'achèvement des travaux	AF	
	TITRE III EXIGENCES MINIMALES		
Chapitre 1	ISOLATION THERMIQUE	AF	Isolation des murs extérieurs 14 cm laine de verre en ITE R = 4.375 Isolation du mur enterré cafétéria par 12cm laine de verre et ITI R = 3.75
		AS	Mission TH : Les menuiseries extérieures sont modélisées en triple vitrage avec des Uw particulièrement faible (< 1 W/m².K) pour certaines. Non prévu en descriptif. A confirmer.
		AS	Mission TH : La paroi sur nouvel escalier (non isolée) n'est pas modélisée. Calcul de b à réaliser.
Art 44	Coefficient Ubât : - Autres bâtiments : Ubât-max ≤ Ubât base x 1,50	AF	Ubat Base = 1,426 Ubatmax = 2,139 Ubat Projet = 0.844
Chapitre 2	CONFORT D'ETE		
Art 47	Locaux de catégorie CE1 et autres qu'à occupation passagère : Taux d'ouverture des baies 30 % au moins. 10 % pour les baies de grande hauteur (h ≥ 4m)	AF	
Chapitre 3	VENTILATION		
Art 51	- Système de ventilation indépendant par type d'occupation, usages, émission de polluants.	AS	Mission TH : Les réseaux de ventilation sont prévus de classe B. Tests de perméabilité à l'air des réseaux par un opérateur autorisé 8721 à prévoir pour valider l'hypothèse.
		AS	Mission TH : Une unique CTA est modélisée. A justifier.
Art 52	- Bâtiment à usage autre qu'habitation : débits limités aux valeurs minimales d'hygiène en période d'inoccupation	AF	
Art 53	- Temporisation des commandes manuelles de modification des débits d'air	AF	
Art 54	- Sur ventilation interdite en période de chauffage	AF	
Art 55	- Isolation des réseaux de gaine de traitement d'air	AF	
Art 56	- Arrêt du préchauffage d'air neuf hors période de chauffe	AF	
Chapitre 4	CHAUFFAGE		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 58	- Dispositif de régulation fonction de la température intérieure par local et dispositif manuel	AS	Mission TH : Une seule PAC modélisée. A justifier.
Art 59	- Dispositif de régulation fonction de la température extérieure si surface chauffée $\geq 400 \text{ m}^2$, quelle que soit l'énergie, un seul dispositif ne pouvant desservir que $S[5000\text{m}^2]$	AF	
Art 60	- Chauffage mixte : régulation en fonction de la température extérieure de la base quelle que soit la surface des locaux	AF	
Art 61	- Locaux à occupation discontinue : programmation 4 allures obligatoires.	AF	
Chapitre 5	EAU CHAUDE SANITAIRE		
Art 64	- Pertes maximales Qpr des chauffe-eau électriques à accumulation.	AS	Mission TH : Nous fournir les fiches techniques des ballons de production ECS précisant leurs coefficients de pertes.
Chapitre 6	ECLAIRAGE DES LOCAUX		
Art 68	Chapitre applicable au bâtiment autre que d'habitation	PM	
Art 69	- Dispositif d'extinction à chaque issue du local	AF	
Art 73	- Dispositif de mise en route automatique de l'éclairage interdit lorsque l'éclairage naturel est suffisant.	AF	
Chapitre 7	REFROIDISSEMENT		
Art 74	- Bâtiment à usage autre qu'habitation : Dispositifs spécifiques de ventilation pour les locaux refroidis	AF	Mission TH : Dispositif de suivi de durée de fonctionnement des centrales de ventilation à prévoir. Mission TH : Dispositif de suivi des consommations de chauffage à prévoir. Mission TH : Dispositif de suivi des consommations d'éclairage à prévoir. Mission TH : Dispositif de suivi des consommations de production de froid à prévoir.
Art 75	- Dispositif de fermeture automatique sur les portes d'accès aux locaux refroidis.	AF	
Art 77	- Dispositif de réglage manuel et automatique de la fourniture en froid en fonction de la température intérieure par local : - Cas des bâtiments rafraichis par air neuf sans accroissement des débits au-delà du doubles des besoins d'hygiène	AF	
Art 78	- Interdiction de chauffer puis refroidir ou inverse avant émission dans le local	AF	
Chapitre 8	SUIVI DES CONSOMMATIONS		
Art 80	- Bâtiments autres qu'habitation : suivi de durée de fonctionnement des centrales de ventilation si surface chauffée $> 400 \text{ m}^2$.	AS	
Art 81	- Bâtiments autres qu'habitation : suivi des consommations de chauffage si surface chauffée $> 400 \text{ m}^2$.	AS	
Art 83	- Bâtiments autres qu'habitation : suivi des consommations d'éclairage si surface éclairée $> 1000 \text{ m}^2$.	AS	
Art 84	- Bâtiments autres qu'habitation : suivi des consommations de production de froid si surface refroidie $> 400 \text{ m}^2$.	AS	

VIII.6 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Bâtiment en R+2 avec sous-sol pour accueillir un centre de formation

Description sommaire des installations :

- Installations électriques : Branchement a puissance surveillée alimentant le TGBT et les TD, Eclairage de sécurité assuré par BAES, Régime TT
- Equipement d'alarme / SSI :
- Moyens d'extinction fixes :
- Ventilation : 3 CTA, 1 caisson VMC R+2 et 1 caisson de soufflage et 1 caisson de reprise au sous sol pour la cafétéria
- Chauffage : Pac AIR / AIR
- Stockage combustible :
- Désenfumage :
- Cuisson :
- Ascenseur :

Date d'application du référentiel réglementaire : 24/11/2023

Classement :

Suivant notice de sécurité.

3ème R et N

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

NC

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 21/06/1982 portant approbation des dispositions particulières applicables au type N
- Arrêté du 13/01/2004 portant approbation des dispositions particulières applicables au type R
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

NC

Autres prescriptions particulières :

NC

VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par les arrêtés du 28/10/2023 et 30/10/2023 et précédents
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	AS	Mission SEI Nous fournir l'avis du SDIS sur le dossier (manquant dans le dossier)
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	SO	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	SO	
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	SO	
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	AF	Chacun d'eux est justiciable des mesures indiquées dans les dispositions particulières.
GN 6	Utilisations exceptionnelles des locaux.	HM	A respecter par l'exploitant.
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	AF	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	AF	Lorsqu'il est procédé à un nouvel aménagement de l'ensemble des locaux recevant du public d'un établissement ou à la création d'un établissement recevant du public dans un bâtiment existant, les dispositions du présent règlement sont applicables.
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	SO	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.		
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI	PM	
GN 14	Matériels du SSI	PM	
GN 14	Matériels électriques	AF	
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	AF	Voir liste récapitulative en §V.
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	PM	
	Section VI - Structures provisoires et démontables		
GN 15	Règlementation applicable aux structures provisoires et démontables		
	Livre II		
	Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories		
	Titre Premier Dispositions Générales		
	Chapitre Premier - Généralités		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
GE 1	Objet.	PM	
Section I - Contrôle des Etablissements			
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	
GE 3	Visite de réception.	HM	
GE 4	Visites périodiques.	HM	
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	
Section II - Vérifications Techniques			
GE 6	Généralités.	PM	
Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur			
GE 7	Conditions d'applications.	AF	
GE 8	Types de vérifications.	AF	
GE 9	Rapports de vérifications.	AF	
Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents			
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
Chapitre II - Construction			
Section I - Conception et Desserte des Bâtiments			
CO 1	Conception et desserte.	PM	
CO 2	Voie utilisable par les engins de secours et espace libre.	AF	
CO 3	Façade et baie accessibles.	AF	
CO 4	Nombre de façades accessibles et dessertes par des voies ou espaces libres.	AF	
CO 5	Espaces libres et secteurs.	SO	
Section II - Isolement par Rapport aux Tiers			
CO 6	Objet.	PM	
CO 7	Isolement latéral entre un établissement recevant du public et les tiers contigus.	SO	
CO 8	Isolement entre un établissement recevant du public et les bâtiments situés en vis-à-vis.	AF	
CO 9	Isolement dans un même bâtiment entre un établissement recevant du public et un tiers superposés.	SO	
CO 10	Franchissement des parois verticales d'isolement ou aires libres d'isolement.	SO	
Section III - Résistance au Feu des Structures			
CO 11	Généralités.	PM	
CO 12	Résistance au feu des structures et planchers d'un bâtiment occupé en totalité ou partiellement par l'établissement recevant du public - Règles générales.	AS	
CO 13	Cas particuliers de résistance au feu de certains éléments de structure.	AF	
CO 14	Cas particuliers des bâtiments en rez-de-chaussée.	SO	
CO 15	Cas particuliers de certains bâtiments à trois niveaux au plus.	SO	
Section IV - Couvertures			
CO 16	Généralités.	PM	
CO 17	Protection de la couverture par rapport à un feu extérieur.	AF	
CO 18	Protection de la couverture par rapport à un feu extérieur : cas particuliers.	AF	
Section V - Façades			
CO 19	Généralités.	PM	
CO 20	Réaction au feu des composants et équipements de façades.	AF	

Mission SEI
Les planchers béton sur ossature métallique devront bénéficier d'une stabilité au feu 1/2H minimum.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 21	Résistance à la propagation verticale du feu par les façades comportant des baies.	SO	
CO 22	Résistance à la propagation verticale du feu par les façades ne comportant pas de baie.	SO	
Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage			
CO 23	Généralités.	PM	
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	AF	
CO 25	Compartiments.	SO	
CO 26	Recoupement des vides.	AF	Mise en œuvre de cloisons CF1H.
Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers			
CO 27	Classement des locaux en fonction de leurs risques.	PM	
CO 28	Locaux à risques particuliers.	AF	
CO 29	Locaux à risques courants et logements du personnel.	AF	
Section VIII - Conduits et Gains			Local ménage local stockage à risque moyen.
CO 30	Généralités.	PM	
CO 31	Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques courants ou moyens accessibles ou non au public.	AF	
CO 32	Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques importants.	SO	
CO 33	Vide-ordures et monte-charge.	SO	
Section IX - Dégagements			
Sous-section 1 - Dispositions générales			
CO 34	Terminologie.	PM	
CO 35	Conception des dégagements.	AF	
CO 36	Unité de passage, largeur de passage.	AF	
CO 37	Saillies et dépôts.	PM	
CO 38	Calcul des dégagements.	AF	
CO 39	Calcul des dégagements des locaux recevant du public installés en sous-sol.	AF	
CO 40	Enfouissement maximal.	AF	
CO 41	Dégagements accessoires et supplémentaires.	AF	
CO 42	Balisage des dégagements.	AF	
Sous-section 2 - Sorties			
CO 43	Répartition des sorties, distances maximales à parcourir.	AF	
CO 44	Caractéristiques des blocs-portes.	AF	
CO 45	Manoeuvre des portes.	AF	
CO 46	Portes des sorties de secours.		
CO 46§1	Manoeuvre des portes.	AF	
CO 46§2	Verrouillage des portes.	SO	
CO 46§3	Dispositifs de dissuasion.	SO	
CO 47	Portes à fermeture automatique.	SO	
CO 48	Portes de types spéciaux.	AF	
Sous-section 3 - Escaliers			
CO 49	Répartition des escaliers et distances maximales à parcourir.	AF	
CO 50	Conception des escaliers.	AF	
CO 51	Sécurité d'utilisation des escaliers.	AF	
CO 52	Protection des escaliers et des ascenseurs.	AF	
CO 53	Escaliers et ascenseurs encloisonnés.	AF	
CO 53§1	Cages d'escaliers et d'ascenseurs encloisonnés.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 53§1	Nécessité de désenfumage ou ventilation forcée en gaine d'ascenseur		
CO 53§1	Ventilation par convection forcée		
CO 53§1	Désenfumage de gaine		
CO 53§1	Commande de désenfumage de gaine		
CO53§2	Parois d'encloisonnement.		
CO53§3	Accès aux escaliers encloisonnés.		
CO53§4	Absence de conduits à risque	AF	
CO53§4	Absence de conduits électriques étrangers	AF	
CO53§4	Absence d'accès à des locaux annexes.		
CO 54	Escaliers et ascenseurs à l'air libre.	AF	
CO 55	Escaliers droits.	AF	
CO 56	Escaliers tournants.	AF	
CO 57 - CO 60	Sous-section 4 – Espaces d'attente sécurisés	SO	
CO 61 - CO 61 §7	Section X - Tribunes	SO	
	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier		
AM 1	Généralités.	PM	
	Section I – Produits et Matériaux de Parois		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	AF	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AS	Mission SEI Les épaisseurs de cloison bois et tasseaux bois en cafétéria nous seront détaillés et devront respecter les articles AM.
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Baffles acoustiques Bs2d0 ou M1
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Sol souple Cfls1 ou carrelage
AM 8	Produits d'isolation.	AF	Laine de verre
	Section II - Eléments de Décoration	PM	
AM 9	Revêtements muraux tendus et éléments de décoration en relief fixés à l'intérieur des locaux ou dégagements		
AM 10	Eléments de décoration flottants à l'intérieur des locaux et dégagements.		
	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables	PM	
AM 11	Tentures et rideaux disposés en travers des dégagements.		
AM 12	Tentures et rideaux disposés dans les locaux et dégagements.		
AM 13	Rideaux de scènes et d'estrades.		
AM 14	Cloisons coulissantes ou repliables.		
	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés	PM	
AM 15	Principe général.		
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.		
AM 17	Planchers légers surélevés.		
AM17 § 1	Réaction au feu des planchers		
AM17 § 2	Dessous des planchers		
AM17 § 3	Planchers techniques démontables		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AM17 § 4	Charges appliquées		
AM17 § 5	Dispositifs de protection		
AM 18	Rangées de sièges.		
AM18 § 1	Matériau des sièges		
AM18 § 2	Rangées		
AM18 § 3	Règles relatives aux ensembles provisoires et démontables		
	Section V – Elements à vocation décorative		
AM 19	Arbres de Noël et décorations florales.	PM	A respecter par l'exploitant
AM 20	Appareils fonctionnant à l'éthanol.	SO	
	Chapitre IV - Désenfumage		
DF 1	Objet du désenfumage.	PM	
DF 2	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
DF 3	Principes de désenfumage.		
DF 3§1	Principes autorisés	AF	
DF 3§2	Compatibilité avec extinction automatique à eau	SO	
DF 3§3	Alimentation électrique du désenfumage mécanique	SO	
DF 3§4	Alimentation pneumatique de sécurité		
DF 3§5	Interruption de la ventilation mécanique	AS	Mission SEI-THERMIQUE : Nous rappelons qu'un dispositif permettant l'interruption du fonctionnement des installations de traitement d'air de la cafétéria (clim et ventilation) doit exister à proximité des commandes manuelles de désenfumage. Les installations à déplacement d'air en fonctionnement pouvant nuire au bon fonctionnement du désenfumage.
DF 4	Application		
DF 4§1	Désenfumage naturel selon IT 246	AF	
DF 4§1	Désenfumage mécanique selon IT 246	SO	
DF 4§2	Recours à l'ingénierie du désenfumage	SO	
DF 4§3	Conformité des matériels de désenfumage	PM	
DF 5	Désenfumage des escaliers	AS	Mission SEI Le désenfumage des escaliers par un exutoire en partie haute ne semble pas apparaître sur le plan de toiture pour tous les escaliers.
DF 6	Désenfumage des circulations horizontales encloisonnées et des halls accessibles au public		
DF6 §1	Désenfumage naturel des circulations	AF	
DF6 §1	Désenfumage mécanique des circulations	SO	
DF6 §2	Désenfumage naturel des halls	AS	<u>cf article R9</u>
DF6 §2	Désenfumage mécanique des halls	SO	
DF6 §3	Mise en suppression des circulations	SO	
DF 7	Désenfumage des locaux accessibles au public		
DF7 §1	Désenfumage naturel des locaux	AF	Réfectoire considéré en sous-sol >100m² sera désenfumé.
DF7 §1	Désenfumage mécanique des locaux	SO	
DF7 §2	Mise en communication des niveaux	SO	
DF 8	Désenfumage des compartiments	SO	
DF 9	Entretien et exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant.
DF 10	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
	Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire		
	Section I - Généralités		
CH 1	Objectif et domaine d'application.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CH 2§1	Règles applicables aux appareils	AF	
CH 2§2	Règles applicables aux installations	AF	
CH 3	Sources énergétiques autorisées.		
CH 3§1	Combustibles liquides.	SO	
CH 3§2	Combustibles gazeux.	SO	
CH 3§3	Installations utilisant l'électricité : respect des articles CH	AF	
CH 3§3	Installations utilisant l'électricité : respect des articles EL	AF	
CH 3 §4	Combustibles solides.	SO	
CH 4	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
CH 5 - CH12-1 §6	Section II - Implantation des Appareils de Production de Chaleur	SO	
CH 13 - CH 17	Section III - Stockage des Combustibles	SO	
CH 18 à CH 22	Section IV - Distribution en Phase Liquide de Butane et de Propane		Section abrogée par arrêté du 14/02/2000.
CH 23 - CH 25	Section V - Chauffage à Eau Chaude, à Vapeur et à Air Chaud	SO	
	Section VI - Eau Chaude Sanitaire		
CH 26	Production d'eau chaude sanitaire.	AF	Production d'eau chaude locale par ballons ECS
CH 27	Calorifugeage.	AF	Calorifugeage EF ECS M1
	Section VII - Traitement d'Air et Ventilation		
CH 28	Installation de ventilation.	AF	3 CTA desservant respectivement RDC, R+1 et R+2 1 caisson d'insufflation et 1 caisson d'extraction dissociés pour la cafétéria 1 caisson de VMC pour les sanitaires R+2
	Sous-section 1 - Ventilation de confort		
CH 29	Température de l'air.	AF	
CH 30			Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 31			Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 32	Circuit de distribution et de reprise d'air.	AF	Calorifuges M1, manchettes souples M0, flexibles M0. Clapets coupe feu à chaque traversé de niveau.
CH 33	Prises et rejets d'air.	AF	
CH 34	Dispositifs de sécurité.	AF	Arrêt d'urgence général ventilation prévu au lot électricité.
CH 35	Equipements ou installations utilisant des fluides frigorigènes	AF	PAC air / air fonctionnant au R 410a. 6 blocs extérieur. 1 par niveau et 1 par local serveur. Liaisons frigo cuivre calorifugées M1.
CH 35§2	- Dispositions applicables quel que soit le fluide frigorigène utilisé		
CH 35§3	- Dispositions applicables en cas d'emploi de fluides frigorigènes inflammables (hors salle des machines)		
CH 35§3	- Dispositions applicables en cas d'emploi de fluides frigorigènes inflammables (en salle des machines)		
CH 35§4 et 5	- Emploi de fluides frigorigènes toxiques ou production de froid à combustion		
CH 36	Centrale de traitement d'air.	AF	
CH 37	Batterie de résistance électrique.	AF	Batteries électriques à double sécurité thermostatique dans les CTA et dans le caisson d'insufflation cafétéria.
CH 38	Filtres.		
CH 39	Entretien des filtres.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 40	Unités de toiture monoblocs sans combustion		
CH 40	Unités de toiture monoblocs à combustion		
	Sous-section 2 - Ventilation mécanique contrôlée		
CH 41	Principes de sécurité des installations de ventilation mécanique contrôlée.	AF	VMC sanitaires R+2. Absence de cheminement entre niveaux. Réseaux et accessoires M0.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CH 42	Mise en place de dispositifs d'obturation.	SO	Unités intérieures de climatisation à détente directe
CH 43	Fonctionnement permanent du ventilateur.	SO	
	Section VIII - Appareils Indépendants de Production, Emission de Chaleur		
CH 44	Définitions et généralités.	AF	
CH 45	Appareils électriques.	AF	
	Section IX - Entretien et Vérification		
CH 57	Entretien.	HM	
CH 58	Vérifications techniques.	PM	
	Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés	SO	
	Chapitre VII - Installations électriques		
	Section I - Généralités		Voir liste des documents à transmettre.
EL 1	Objectifs.	PM	
EL 2	Documents à fournir.	HM	
EL 3	Définitions.	PM	
EL 4	Règles générales.		
EL 4§1	Conformité au code du travail et aux normes applicables	AF	
EL 4§2	Cheminement des canalisations étrangères à l'établissement	SO	
EL 4§3	Séparation des circuits desservant les locaux et dégagements public et non public	AF	
EL 4§4	Conditions de poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale	PM	
EL 4§5	Tension de service des équipements dans les locaux et dégagements accessibles au public	AF	
EL 4§6	Installations électriques des locaux à risques particuliers d'incendie	AS	SEI - Électricité : Document examiné : PLAN VE01 Le caisson de reprise est implantée dans le local poubelle. En l'absence de classement des locaux, le guide UTE C15-103 définit ce local comme étant à risque d'incendie (BE2). Dans les locaux classés BE2, <u>les installations doivent être limitées à celles nécessaires à l'exploitation de ces locaux.</u> Il conviendra de respecter la partie 422 de la NF C15-100 pour les locaux à risque d'incendie. Nous transmette le procès verbal de la commission de sécurité.
	Section II – Règles d'Installation		
EL 5	Locaux de service électrique.	SO	
EL 6	Matériels à haute tension ou contenant des diélectriques susceptibles d'émettre des vapeurs inflammables ou toxiques.	SO	
EL 7	Implantation des groupes électrogènes.		
EL 7§1	Isolement du local groupe électrogène hors cogénération.		
EL 7§2	Installation de cogénération.		
EL 7§3	Ventilation du local.		
EL 7§4	Combustible liquide.		
EL 7§5	Combustible gazeux.		
EL 7§6	Gaz de combustion.		
EL 8	Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs).	SO	
EL 9	Tableaux "normaux".		
EL 10	Canalisations des installations "normal-remplacement".		
EL 10§1	Distribution des installations par des canalisations fixes.	AF	
EL 10§2	Câbles et conducteurs de la catégorie C2.	AF	
EL 10§3	Conformité aux normes des systèmes de conduits, chemins de câbles et goulottes.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
EL 10§4	Obturation des traversées de parois par les canalisations électriques.		
EL 10§5	Matériaux constitutifs du coffrage des canalisations électriques.		
EL 10§6	Cheminement des canalisations d'alimentation de l'établissement	AF	
EL 11	Appareillages et appareils d'utilisation.	AF	
	Section III – Installation de Sécurité		
EL 12	Alimentation électrique des installations de sécurité.	SO	
EL 13	Alimentation électrique de sécurité.	SO	
EL 14	Alimentation électrique des installations de sécurité à partir d'une dérivation issue du tableau principal.	SO	
EL 15	Tableaux des installations de sécurité alimentées par une alimentation électrique de sécurité.	SO	
EL 16	Circuits d'alimentation en énergie des installations de sécurité.	SO	
EL 17	Signalisations.	SO	
	Section IV – Maintenance, Exploitation et Vérification		
EL 18	Maintenance, exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant.
EL 19	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
EL 20 - EL 23	Section V - Installations Temporaires	HM	
	Chapitre VIII - Eclairage		
	Section I - Généralité		
EC 1	Objectifs.	PM	
EC 2	Règles générales.	PM	
EC 3	Définitions des différents éclairages.	PM	
EC 4	Documents à fournir.	PM	
EC 5	Appareils d'éclairage.	AF	
	Section II - Eclairage Normal		
EC 6	Règles de conception et d'installation.	AF	
	Section III - Eclairage de Sécurité		
EC 7	Conception générale.	AF	
EC 8	Fonctions de l'éclairage de sécurité.	AS	SEI - Électricité : Absence d'éclairage de sécurité dans <ul style="list-style-type: none"> les "WC F" de chaque étage; les plateaux libres.
EC 9	Eclairage d'évacuation.	AF	
EC 10	Eclairage d'ambiance ou d'anti-panique.	SO	
EC 11	Conception de l'éclairage de sécurité à source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs.	SO	
EC 12	Conception de l'éclairage de sécurité par blocs autonomes.	AF	
EC 13	Maintenance et entretien.	HM	A la charge de l'exploitant
EC 14	Exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant
EC 15	Vérifications.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
	Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants		
	Section I - Ascenseurs		
AS 1	Généralités.	AF	
AS 1§1	Protection des gaines.		
AS 1§2	Local de machinerie traité à risque moyen.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AS 1§2	Machineries en gaine : puissance installée et tableau électrique.	AF	A la charge du Maître d'Ouvrage.
AS 1§2	Machineries en gaine : interdiction de nouveau départ.		
AS 1§2	Machineries en gaine : conservation des résistances au feu des parois		
AS 1§3	Débouché des portes palières.		
AS 1§4	Parois des gaines d'ascenseur.		
AS 1§5	Revêtements intérieurs des cabines.		
AS 1§6	Réservoir d'huile hors gaine en local à risque moyen.		
AS 1§7	Rétention pour réservoir d'huile.		
AS 2	Ventilation des locaux des machines.	SO	
AS 3	Dispositifs de secours.	PM	
AS 4 - AS 5	Section II - Dispositions Particulières concernant les Ascenseurs destinés à l'Evacuation des Handicapés Physiques	SO	
AS 6 - AS 7	Section III - Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants	SO	
AS 8 - AS 11	Section IV - Entretien et Vérifications	HM	
GC 1 - GC 22	Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration	SO	
	Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie		
	section I - Généralités		
MS 1	Différents moyens de secours.	PM	
MS 2	Dispositions particulières.	PM	
MS 3	Documents à fournir.	HM	
	Section II - Moyens d'Extinction		
MS 4	Différents moyens d'extinction.	PM	
MS 5 - MS 7	Sous-section 1 - Bouches et poteaux d'incendie privés et points d'eau	HM	
MS 8 - MS 13	Sous-section 2 - Branchements et canalisations	HM	
MS 14 - MS 17	Sous-section 3 - Robinets d'incendie armés	SO	
MS 18 - MS 21	Sous-section 4 - Colonnes sèches	SO	
MS 22 - MS 24	Sous-section 5 - Colonnes en charge (dites colonnes humides)	SO	
MS 25 - MS 30	Sous-section 6 - Installations d'extinction automatique ou à commande manuelle	SO	
MS 31 - MS 34	Sous-section 7 - Déversoirs ponctuels	SO	
MS 35 - MS 37	Sous-section 8 - Eléments de construction irrigués	SO	
	Sous-section 9 - Appareils mobiles et moyens divers	PM	
MS 38	Caractéristiques.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
MS 39	Emplacement.		
MS 40	Moyens divers.		
	Section III - Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers	PM	
MS 41	Affichage du plan de l'établissement.		
MS 42	Moyens pour faciliter l'action des sapeurs-pompiers.		
MS 43	Tours d'incendie.		
MS 44	Trémies d'attaque.		
MS 45 - MS 52	Section IV - Service de Sécurité d'Incendie	HM	
	section V - Système de Sécurité Incendie (S.S.I.)		
MS 53	Objet.	PM AS	Alarme type 2b Mission SEI Catégorie du SSI à préciser.
MS 54	Zones : terminologie.	PM	
MS 55	Conception des zones.	AF	
MS 56 - MS 58	Sous-section 1 - Systèmes de détection incendie	SO	
	Sous-section 2 - Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)		
MS 59	Généralités.	AF	
MS 60	Automatismes.	AF	
	Sous-section 3 - Système d'alarme		
MS 61	Terminologie.	PM	
MS 62	Classement.	PM	
MS 63	Utilisation de l'alarme générale sélective.		
MS 64	Principes généraux d'alarme.		
MS 65	Conditions générales d'installation.		
MS 66	Règles spécifiques applicables aux équipements d'alarme des types 1 et 2.		
MS 67	Conditions d'exploitation.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Sous-section 4 - Entretien et consignes d'exploitation		
MS 68	Entretien.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 69	Consignes d'exploitation.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section VI - Système d'Alerte		
MS 70	Définition, règles générales.	AS	Mission SEI
MS 71	Communications radioélectriques.	SO	Fonctionnement du téléphone urbain à détailler
MS 72 - MS 75	Section VII - Entretien, Vérifications et Contrôles	HM	

VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions- type N (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre III - Etablissements du Type N (Restaurants et débits de boissons)		Arrêté du 21/06/1982 modifié par arrêté du 07/02/2022 et précédents
	Section I - Généralités		
N1	Etablissements assujettis	PM	
N2	Calcul de l'effectif	PM	
	Section II - Construction		
N3	Conception de la distribution intérieure	AF	
N4	Parc de stationnement couvert	SO	
N5	Isolement des salles	AF	
	Section III - Dégagements		
N6	Dégagements accessoires	SO	
N7	Circulations secondaires	SO	
N8	Vestiaires	SO	
	Section IV - Désenfumage		
N9	Domaine d'application	AF	
	Section V - Chauffage		
N10	Domaine d'application	AF	
	Section VI - Installations Spécifiques		
N11	Foyers à l'éthanol.	SO	
	Section VII - Eclairage		
N12	Utilisation de bougies	PM	
N13	Eclairage de sécurité	AF	
N14 - N15	Section VIII - Appareils de Cuisson et de remise en température	SO	
	Section IX - Moyens de Secours et Consignes		
N16	Moyens d'extinction		
N16§1	Seaux pompes ; extincteurs	PM	
N16§2	RIA	SO	
N17	Mise en oeuvre	HM	
N18	Système d'alarme	AF	
N19	Système d'alerte	AS	Mission SEI
N20	Précautions d'exploitation	HM	Fonctionnement du téléphone urbain à détailler

VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre VI - Etablissements du Type R (Etablissements d'enseignement, colonies de vacances)		Arrêté du 04/06/1982 modifié par arrêté du 11/12/2009 et précédents.
	Section I - Généralités		
R1	Etablissements assujettis	PM	
R2	Détermination de l'effectif	PM	Cf « Classement et référentiel »
R3	Conditions particulières d'exploitation	HM	A respecter par l'exploitant.
R4	Parc de stationnement couvert	SO	
R5	Utilisation de produits et de matériels dangereux	HM	
	Section II - Construction		
R6	Conception de la distribution intérieure et stabilité au feu des structures	AF	
R7	Locaux d'enseignement comprenant des installations d'enseignement technique	SO	
R8	Préaux	SO	
R9	Volumes libres intérieurs	AS	Mission SEI La trémie formant hall devra posséder un exutoire de désenfumage comme indiqué dans l'IT246 §7.1.5.
R10	Locaux à risques	SO	
R11	Produits dangereux dans les locaux d'enseignement à caractère technique	SO	
R12	Produits dangereux dans les locaux d'enseignement à caractère scientifique ou dans les locaux de recherche	SO	
	Section III - Dégagements		
R13	Largeur des dégagements	AF	
R14	Dégagements des écoles maternelles, crèches, haltes-garderies et jardins d'enfants	SO	
R15	Escaliers	AS	Mission SEI Les portes de recoupement et d'escaliers seront de type DAS.
R16	Portes	AS	Mission SEI Les portes de recoupement et d'escaliers seront de type DAS.
R17	Portes des sorties de secours		Article abrogé.
	Section IV - Aménagements		
R18	Sièges de la salle polyvalente		Article abrogé
	Section V - Désenfumage		
R19	Domaine d'application		
R19 §1	Classe des locaux	PM	
R19 §2	Exigences de désenfumage	PM	
R19 §3	Désenfumage des locaux par les fenêtres	AF	
R19 §4	Désenfumage naturel des circulations	AF	Par les fenêtres
R19 §4	Désenfumage mécanique des circulations	SO	
R19 §5	Détection automatique des circulations	SO	
	Section VI - Chauffage, Ventilation		
R20	Règles d'utilisation	AF	
R21	Température des appareils d'émission.	SO	
R22	Ventilation	SO	
R23	Installations pédagogiques	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section VII - Installations Electriques		
R24	Appareillage des écoles maternelles	SO	Article abrogé.
R25	Coupure d'urgence	SO	
	Section VIII - Eclairage		
R26	Eclairage normal	SO	Article abrogé.
R27	Eclairage de sécurité	AF	
R28 - R29	Section IX - Cuisines	SO	
	Section X - Moyens de Secours		
R30	Moyens d'extinction	PM	
R31	Système de sécurité incendie, système d'alarme		
R31 §1	- Etablissements avec locaux à sommeil	SO	
R31 §2	- Equipement d'alarme	AF	
R31 §3	- Cas des établissements multi-bâtiments	SO	
R32	Système d'alerte	AS	Mission SEI
R33	Exercices d'évacuation	HM	Fonctionnement du téléphone urbain à détailler A respecter par l'exploitant.

VIII.10 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R.4216-16 et R.4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sécurité des occupants		
CCH L134-12	Implantation et géométrie des garde- corps		
NF P01-012	Dimensions des garde-corps conformes à la NF P01-012 - Hauteur de protection normale - Hauteur de protection réduite avec appui précaire - Eléments permettant l'agenouillement - Espacement entre éléments de remplissage	PM	
DTU 39-P5	Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité		
Chapitre 4	Protection contre les chutes - Façades : allèges et parois vitrées - Garde-corps	PM	
	Titre I		
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AF	
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF	
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AF	
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AF	
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF	
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF	
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AF	
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	AS	STI - Électricité : Document examiné : PLAN VE01 Le caisson de reprise est implantée dans le local poubelle. En l'absence de classement des locaux, le guide UTE C15-103 définit ce local comme étant à risque d'incendie (BE2). Dans les locaux classés BE2, les installations doivent être limitées à celles nécessaires à l'exploitation de ces locaux. Il conviendra de respecter la partie 422 de la NF C15-100 pour les locaux à risque d'incendie. Nous transmette le procès verbal de la commission de sécurité.
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	SO	
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	PM	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	PM	
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	AS	STI - Électricité : Absence d'éclairage de sécurité dans <ul style="list-style-type: none">• les "WC F" de chaque étage;• les plateaux libres.
R4216-1 - R4216-34	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation	SO	